COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Revue de presse
du 25 au 31 août 2018

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI

Sommaire

I. COI et ses projets

1.1 **Connectivité Numérique** 3
- "Remettre l'humain au cœur du numérique"

1.2 **Santé** 5
- Protocol for Disability : Maurice appelé à exercer un rôle de leadership

II. Centres d'intérêts

1.1 **Agriculture** 7
- Agriculture experts to evaluate land use in Seychelles to increase farm production

1.2 **Biodiversité Marine** 9
- Baleines : 82% des approches de navires respectueuses, 34% des mises à l'eau dans de bonnes conditions

1.3 **Économie Régionale** 11
- Pr Victor Harison « L'Afrique avancera avec ou sans Madagascar ! »

1.3 **Énergie Renouvelable** 13
- Mauvais temps pour les énergies renouvelables
- Projet « Rivobe Harmattan 2 » : Deux énergies renouvelables combinées à Ambohipihaonana

1.4 **Pêche** 19
- FAO to help small states improve their fish trade

1.5 **Tourisme** 22
- Tourisme : les recettes pour 2018 revues à la hausse à Rs 64 milliards

30 août 2018

https://www.clicanoo.re/Economie/Article/2018/08/30/Remettre-lhumain-au-coeur-du-numerique_546419

"Remettre l'humain au cœur du numérique"



Soutenir la formation et la médiation numérique, la Région "veut remettre l'humain au cœur du développement numérique de la Réunion", assure Vincent Payet (photo d'archives SLY).

DIGITAL. Le Monsieur Numérique de la Région, Vincent Payet, présente pour le JIR éco les grands axes de travail de la collectivité pour la rentrée. Infrastructures, développement économique, formation, il passe en revue les priorités pour la Réunion 2.0. Avec, au cœur des préoccupations, l'inclusion numérique des citoyens.

Structures

« Avec 200 000 foyers éligibles à la fibre, La Réunion est l'un des départements les mieux connectés de France depuis le lancement du plan Très haut débit en 2011. Mais il y a des efforts à faire pour couvrir les zones blanches qui existent encore et jouer notre rôle de puissance publique là où les opérateurs ne sont pas présents. C'est pour cela qu'a été créée la Régie Réunion THD (très haut débit), qui va commencer en fin d'année à déployer la fibre dans ces zones non-couvertes, en particulier les six communes identifiées comme telles. L'objectif reste une couverture du territoire à 100 % à l'horizon 2021. »

Connectivité

" La Régie THD aura un œuil attentif sur la gestion du Réseau Gazelle, la boucle locale qui est gérée par une délégation de service public qui s'achève fin 2019. On verra si une DSP est relancée ou si la régie gèrera elle-même l'exploitation. Concernant la liaison au câble sous-marin METISS, il y a là aussi un suivi attentif avec la Commission de l'océan Indien, mais nous n'excluons pas d'autres projets de branchements. Il faut voir aussi qu'avec l'enrichissement des contenus, on ne peut pas se limiter à un câble de sortie

au départ de la Réunion. Nous étudions la possibilité de plusieurs branchements, comme la possibilité de créer à la Réunion une réplique des serveurs de contenus qu'on trouve à Paris, avec un câble dédié, ce qui permettrait aussi d'améliorer la consommation des usagers. "

Développement économique
« Le rôle de la Région est de faciliter, d'encourager les initiatives. Créer une émulsion, repérer les pépites et les aider à grandir. La Réunion est déjà un territoire très actif dans ce domaine, mais nous allons renforcer cet accompagnement dès le début 2019. Il s'agit de participer à la construction d'une filière, notamment dans l'industrie créative numérique. Comme cela a été fait avec l'audiovisuel et le cinéma, nous recherchons des filières à forte valeur ajoutée. La création de jeux vidéo en fait partie, avec déjà une quinzaine de professionnels talentueux à La Réunion. On souhaite poser les premières pierres de la filière, en emmenant déjà une délégation au prochain Game Connection Europe à Paris en octobre prochain. Une réflexion est aussi menée sur l'opportunité de soutenir une école de création de jeux vidéo et de serious games. »

L'Homme connecté
" Remettre l'humain au cœur du numérique, c'est aussi une ambition et un leitmotiv pour 2019. La Région va continuer à lutter contre la fracture numérique dans les familles avec le nouveau plan POP, qui démarrera mi-septembre avec quelques nouveautés sympathiques et une grosse évolution du matériel en lien avec les partenaires pédagogiques. Le soutien à la formation est également essentiel. Après l'arrivée d'Epitech, de formateurs comme Simplon, il s'agit d'aller encore plus loin. Ainsi, le principe de soutenir la création d'une école de l'Intelligence Artificielle de l'océan Indien est bien avancé, avec un partenaire local et une grande école de métropole. L'objectif est d'ouvrir cette école en 2019. La Région encouragera enfin les initiatives de médiation numérique, et développer la culture numérique pour tous. C'est d'ailleurs le sujet de la conférence NEC 974 (Numérique en commun(s)) qui se tiendra les 3 et 4 septembre prochains. "

"Il y a l'objectif d'ouvrir une école de l'intelligence artificielle de l'océan Indien en 2019"

Defimedia.info

30 août 2018

https://defimedia.info/protocol-disability-maurice-appele-exercer-un-role-de-leadership

Protocol for Disability : Maurice appelé à exercer un rôle de leadership



L'Attorney General estime qu'il faut convaincre les autres pays africains de ratifier le protocole.

Maurice est appelé à faire le premier pas dans la ratification du Protocol for Disability. Cela dans le but d'améliorer la vie des personnes souffrant de handicap en Afrique. Ce qui ressort, mercredi 28 août, de la rencontre entre l'Attorney General et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles et les délégués de plusieurs pays africains.

Au cours de cette rencontre, les délégués ont exposé les difficultés auxquelles font face les personnes souffrant de handicap dans plusieurs régions d'Afrique. Les délégués étaient à Maurice les 27 et 28 août, dans le cadre du Regional Disability Workshop organisé par Africa Disability Alliance et Edycs Epilepsy Group.

« Nous souhaitons ainsi que les personnes souffrant d'épilepsie ou atteintes du syndrome de Down/trisomie soient intégrées dans la définition de 'disability' et qu'on aborde les problèmes qui les concernent. On ne parle pas simplement de handicap physique, mais aussi de handicap intellectuel, entre autres. Nous attendons des gouvernements qu'ils comprennent cette situation et ratifient le protocole afin d'améliorer la vie des personnes souffrant de handicap en Afrique », explique Grace Massah, présidente d'Africa Disability Alliance.

Le Protocol to the African Charter on Human and People's Rights on the Rights of Persons with Disabilities in Africa a été établi par l'Union africaine. « Nous souhaitons que Maurice soit le premier pays à le ratifier. Les autres

pays d'Afrique lui emboîteront le pas », a ajouté Lefhoko Kesamag, Social Welfare Officer au Social Affairs Department de l'Union africaine.

L'Attorney General, Maneesh Gobin, dit comprendre que Maurice a un rôle de leadership à jouer. Il estime qu'il faut sensibiliser les autres pays et veut se concentrer sur ceux de la Commission de l'océan Indien (COI) et de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC).

Les délégués étaient composés de la présidente de l'Africa Disability Alliance, Grace Massah, du président d'Edycs, Youssouf Noormamodem, du Social Welfare Officer de l'Union africaine, Lefhoko Kesaman, du président du Mauritius Council Of Social Services (MACOSS), Paramasiva Chengan, du représentant de Caritas Seychelles, Raymond Damou, de la représentante du Réseau National des Femmes Handicapées de Madagascar, Razaka Ralphine, de la déléguée du l'IBE Africa Regional Committee, Betty Naschilwa et du représentant du ministère de la Santé des Comores, Ibrahima Ahamada.

By DEFIMEDIA.INFO .

29 août 2018

http://www.seychellesnewsagency.com/articles/9659/Agriculture+experts+to+evaluate+land+use+in+Seychelles+to+increase+farm+production

Agriculture experts to evaluate land use in Seychelles to increase farm production



There are around 800 hectares of land dedicated to agriculture in Seychelles. (Seychelles Agricultural Agency)
Photo license

The Ministry of Agriculture with the assistance of the Food and Agriculture Organisation (FAO) is planning to evaluate all agricultural land in Seychelles to see if the land is being used properly.

FAO has granted the 115-island archipelago in the western Indian Ocean $165,000 to carry out the project entitled 'Agricultural Land Evaluation.' Towards the end of the project, the ministry will put together legislative measures geared towards better management of agricultural land. The project is also seen as essential in ensuring food and nutrition security in the country.

An agreement covering the project was signed on Monday by Seychelles' Minister of Agriculture, Charles Bastienne and the FAO representative for the country, Patrice Takoukam. Bastienne told the press that now there are around 800 hectares of land dedicated to agriculture in Seychelles, however, a significant amount of the land is not being used for agricultural purposes or is under-utilized.

"We need to protect those lands as much as possible, considering that around 50 percent of total land in Seychelles is dedicated to national reserves," said Bastienne. He added that Seychelles must ensure that it gets the most out of the available land resources. The evaluation process will kick off as soon as a national project coordinator is nominated. A workshop will

be organised where a team from Seychelles and FAO will meet and plan. The project is expected to be complete within 12 to 18 months.

To help with the project the Food and Agriculture Organistation will be supporting Seychelles with technical staff. "Technical staff who are available at the FAO's headquarter and regional office will be coming to Seychelles from time to time to staff in Seychelles," said Takoukam. He explained that "it is important that there are people in the country who can continue with what we have been implementing."
Over the past five years, Takoukam had the opportunity to visit the main islands of Seychelles. During his interactions with farmers, he said that it was clearly outlined that there is a scarcity of agricultural land in Seychelles. "We are also aware of the competition that exists for conservation and tourist activities, resulting in more hotels being built. With more tourists coming to Seychelles, it is important for Seychelles to be able to feed those who are coming in," said Takoukam.

He added that Seychelles imports over 70 percent of food consumed in the country, a level that he described as high. He continued saying that it is "essential to evaluate and identify the available agricultural lands and put these lands at the disposal of the farmers." "This could help to improve the capacity of food production for its population and the tourists coming in the country," he said.

Takoukam urges the government of Seychelles to "think of incentive measures that will help to bring the young generation into this sector, boost production and ensure that there is a market for these products." The project comes at an opportune time as the government will be launching a comprehensive plan for agriculture in September. It is one of the 12 projects agreed upon in February between Seychelles and FAO.

By: Salifa Karapetyan, Edited by: Betymie Bonnelame

https://www.zinfos974.com/Baleines-82-des-approches-de-navires-respectueuses-34-des-mises-a-l-eau-dans-de-bonnes-conditions_a130824.html

Baleines : 82% des approches de navires respectueuses, 34% des mises à l'eau dans de bonnes conditions



Capture d'écran vidéo Youtube

Alors que la saison des baleines bat son plein, l'équipe "Quiétude" du Centre d'Étude et de Découverte des Tortues Marines (CEDTM) sensibilise les usagers de la mer au respect des cétacés et aux recommandations de la charte d'approche des baleines, des dauphins et des tortues marines.

Depuis juillet 2017, l'équipe a ainsi passé plus de 400 heures en mer et observé plus de 1200 navires en approche des cétacés. "Dans 82 % des cas, l'approche par les navires est plutôt respectueuse de la charte. En revanche, seules 34% des mises à l'eau observées avec les baleines se font dans de bonnes conditions", a-t-elle constaté.

"Il est important de porter attention aux comportements des animaux qui offrent à l'observateur un beau spectacle mais qui peuvent être dérangés à un moment crucial de leur cycle de vie. Dans de telles situations, rien de plus sécurisant et respectueux que de redonner un espace de quiétude à l'animal et de garder ses distances !"

Un baiser de baleine

Et de souligner que la mise à l'eau peut présenter un risque réel pour les baigneurs qui n'ont pas toujours connaissance des signes que peut manifester l'animal en situation de dérangement. "Des comportements agressifs, qualifiés de comportements "agonistiques", peuvent être observés en cas de compétition ou de défense des animaux. Ils se traduisent notamment par des sauts, des mouvements latéraux, de frappe de la queue ou de la nageoire qui peuvent blesser sévèrement les baigneurs". Une

réflexion est actuellement menée à l'échelle nationale concernant la mise à l'eau, la réglementation pourrait évoluer.

Par ailleurs, à l'arrêt à plus de 100 m d'une baleine, le "Quiétude" a récemment vécu une expérience incroyable : une baleine s'est rapprochée lentement du bateau jusqu'à venir délicatement "embrasser" la coque à l'endroit même où est écrit le mot "protection". "S'il est difficile d'interpréter ce type de comportement, nous y verrons un signe de remerciement pour la mission que nous menons", déclare l'équipe. "Il est important de rappeler que c'est bien l'animal qui est venu à nous alors que le bateau était immobile à une distance importante. Notre slogan 'Respectons-les, elles se dévoileront' prend ici tout son sens".

Zinfos974

YouTube

https://www.youtube.com/watch?v=rXWj_qTxP4M

Centres d'Intérêts

Économie Régionale

Août - septembre 2018

revue bimestrielle d'information et d'analyse
politikā

Focus . interview

Pr Victor Harison

« L'Afrique avancera avec ou sans Madagascar ! »

De passage à Madagascar, le Pr Victor Harison, Commissaire aux affaires économiques de la Commission de l'Union Africaine, est revenu pour *Politikà* sur les enjeux de l'intégration régionale.

Karina Zarazafy et Van-Lee Behaja — Arisarry Randriamaro

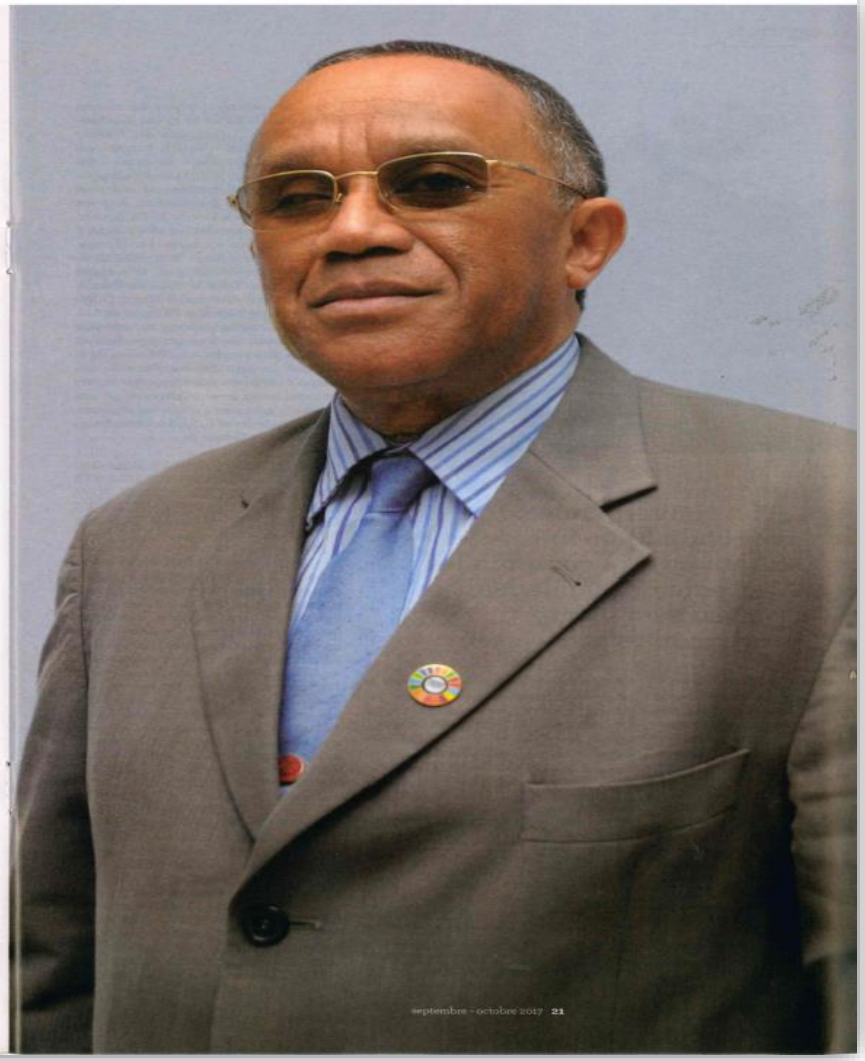
CES DERNIÈRES ANNÉES, MADAGASCAR A INTÉGRÉ DE NOMBREUSES ORGANISATIONS SOUS-RÉGIONALES ET RÉGIONALES. POUVEZ-VOUS NOUS APPORTER UN ÉCLAIRAGE PAR RAPPORT À CE GRAND DÉVELOPPEMENT DE LA LIBÉRALISATION DES ÉCHANGES?

La libéralisation des échanges ne date pas d'aujourd'hui. Dans un premier temps, Madagascar a intégré le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (Comesa), puis la Commission de l'océan Indien (COI) et la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC). Au niveau régional, un accord tripartite est en vigueur : l'East African Community, le Comesa et la SADC. Il n'y a donc pas lieu de s'alarmer de l'effectivité de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), étant donné que la Grande Île est déjà membre de deux blocs, les deux communautés économiques régionales majeures en Afrique que sont la SADC et le Comesa. Ce sont déjà de grandes plateformes d'échanges commerciaux. Il serait alors opportun d'avancer davantage dans le sens du libre-échange. En effet, dans la mondialisation, aucun pays ne peut espérer avoir une place sans adhérer à des accords commerciaux. L'Union Européenne constitue un bloc économique et politique régional, le Mercosur (le Marché commun du Sud) est son équivalent en Amérique latine, et l'Asean (l'Association des nations de l'Asie du Sud-est), en Asie. Chaque continent avance à travers ces zones de libre-échange. Actuellement, nous constatons l'émergence des blocs économiques régionaux. Il appartient aux Africains de développer l'Union Africaine. Nous avons rajouté cette dimension économique par rapport à l'ancienne philosophie de l'Organisation de l'unité africaine (OUA). L'Afrique a des ressources et sa population est jeune. Ce grand continent est l'avenir de la planète. Voilà pourquoi il y a une convergence d'intérêts de toutes les puissances économiques en Afrique. Sous un autre angle, l'intégration économique est une immense opportunité pour l'Afrique de développer son économie.

INTERVIEW

QUE PENSEZ-VOUS DE LA TENDANCE DE PLUS EN PLUS MARQUÉE EN FAVEUR DU PROTECTIONNISME DANS LE MILIEU ÉCONOMIQUE MALGACHE?

Pour moi, cela ne s'apparente pas à un protectionnisme. Madagascar ne sait même pas protéger ses ressources. On entend souvent que les produits malgaches ont été refoulés d'un tel pays pour des questions de normes ou de qualité. La Grande Île n'a pas su défendre ses intérêts. Nous avons besoin de protéger les industries locales, mais il y a une stratégie à mettre en place. Si l'on ne prend que le cas des savonneries locales, leur capacité peine à couvrir le marché national, alors qu'avec ses 25 millions d'habitants, Madagascar a un marché bien plus qu'intéressant. La demande est présente. Mais quels sont les problèmes des entreprises malgaches ? Pourquoi n'arrivent-elles pas à produire ? Que devrions-nous faire ? Quels sont les intrants qu'il faudrait produire localement pour être compétitif ? Nombreuses sont les questions sur ce fait. Pourtant, il suffirait de travailler dans une économie d'échelle. Si nous importons les *inputs* au niveau régional, les coûts de production reviendront moins chers. Et c'est tout l'intérêt de l'intégration. Madagascar est membre du Comesa, mais nous n'avons pas su augmenter nos exportations depuis notre adhésion. Dans ce marché, l'économie dominante est l'Égypte, et dans la SADC, l'Afrique du Sud. D'où la raison de la présence de nombreux produits égyptiens ou sud-africains dans nos murs : les huiles alimentaires, les fromages ou autres. L'industrie égyptienne tourne à plein régime. Mais si l'on ne calcule pas ses besoins, si l'on n'a pas la capacité d'en produire, nous ne serions jamais compétitifs. Les produits venant d'ailleurs coûtent moins chers parce que nous produisons en petite quantité. Cette situation découle d'un manque de mesures et





La convergence macroéconomique au niveau des communautés économiques régionales pourrait également se mettre en place, si les échanges s'accroissent

de réflexions par rapport à la demande. Par exemple, les Américains ont fait de l'Afrique de l'Est leur marché pour les friperies mais les Éthiopiens ont dit qu'ils allaient désormais favoriser leur industrie et interdire l'entrée de ces articles dans leur pays. Il en est de même pour le Rwanda.

QUELS SONT ALORS, SELON VOUS, LES AVANTAGES DE L'INTÉGRATION, NOTAMMENT INTRACONTINENTALE?

Il est indispensable d'établir des partenariats africains. Partageant le même continent, nous avons les mêmes visions. C'est l'essence de l'intégration à travers laquelle nous pourrions aller loin. En guise d'exemple, la construction des infrastructures se développe énormément en Afrique, comme en Éthiopie. Cependant, la production nationale de matériaux de construction n'y est pas suffisante. En effet, elle se trouve contrainte d'importer du fer de la Turquie. Madagascar a la potentialité et les matériaux, à travers ses multiples gisements, car le pays est béni de Dieu. Nous pouvons produire du ciment également. Aussi, nous faudrait-il arrêter cette logique d'aller exporter «bêtement». Si nous commençons à exploiter les gisements de fer et que nous les transformons localement, le marché africain sera ouvert. Il est proche et preneur. Pour les produits halieutiques, l'Éthiopie ne produit ni crevettes, ni calmars, ni fruits de mer. C'est une opportunité de marché pour Madagascar, d'autant plus que la présence d'Ethiopian Airlines en facilite maintenant la prospection. La population va se développer, sa demande sera large. Cela occasionnera un effet d'entrainement. La convergence macroéconomique au niveau des communautés économiques régionales pourrait également se mettre en place, si les échanges s'accroissent. On fixe le taux de croissance, la part des recettes fiscales dans le PIB et le niveau d'endettement ensemble. L'association des banques centrales africaines – dont la Banque centrale malgache fait partie – commence à travailler sur la convergence macroéconomique. Le cadrage macroéconomique est un élément de pilotage pour le gouvernement. Je pense que l'intégration est l'avenir de l'Afrique et, contrairement à une certaine idée véhiculée, les Africains sont solidaires. Par exemple, le roi du Maroc a donné trois milliards de CFA à la Côte d'Ivoire pour sa politique d'aménagement. Dans le cadre du financement de l'Union Africaine, le Maroc, l'Algérie, l'Égypte, le Nigéria et l'Afrique du Sud, les cinq économies majeures du continent, contribuent plus que les autres pays. Telle est l'une des plus grandes manifestations de la solidarité des pays africains. J'entends souvent les complaintes selon lesquelles le tissu productif malgache et Madagascar ne sont pas encore prêts pour l'intégration régionale. Mais quand le seront-ils ? L'Afrique avancera avec ou sans la Grande île.

LES PRIX PRATIQUÉS PAR LES COMPAGNIES AÉRIENNES AFRICAINES SONT PROHIBITIFS. PENSEZ-VOUS QUE CELA SOIT UN FACTEUR DE BLOCAGE POUR LES ENTREPRISES MALGACHES?

Il peut y avoir plusieurs types de blocages, il ne s'agit pas seulement du transport aérien. Du point de vue psychologique, je parlerai d'un certain degré d'«autosatisfaction» malgache en premier lieu. Quand nous faisons des affaires, nous manquons d'ambitions. Tous les ans, le magazine *Eco Austral* donne un classement de toutes les entreprises de l'océan Indien. Des entreprises très connues en Afrique, comme le groupe Axian, était au 12ème rang en 2016 et au 5ème rang en 2017. Toutes proportions gardées, le tissu industriel actuel de l'Éthiopie ressemble à celui de Madagascar, il y a vingt ans. Cependant, nous sommes moins compétitifs car nous ne savons pas profiter de nos ressources naturelles. L'électricité coûte cher, Ambatovy importe du charbon d'Afrique du Sud, ce sont autant de causes et de preuves de la non-compétitivité qui est liée à un coût de production élevé. L'énergie est située au cœur du problème. Si nous voulons développer nos industries, nous devons exploiter, par exemple, l'huile lourde de Tsimiroro pour réduire de moitié nos coûts de production. Il faut également exploiter notre potentiel en énergies renouvelables pour pouvoir faire fonctionner efficacement l'industrie comme l'agroalimentaire. L'Afrique a importé des denrées alimentaires d'un volume de près de 35 milliards en 2015. Il faut un effort collectif et je fais appel aux jeunes pour faire

Ayons du courage pour nous attaquer au grand marché du continent africain

«autrement» les affaires. Il faut établir des partenariats. À l'exemple de l'approche de l'île Maurice. Les Mauriciens ont fait venir des investisseurs et petit à petit, ils sont rentrés dans les capitaux des entreprises. Ces dernières sont devenues les leurs. Il faut donc s'associer avec le secteur privé pour solutionner les problèmes de financement. On pourrait aussi utiliser le fonds de la Cnaps pour construire des infrastructures routières avec des systèmes de péage pour le remboursement. C'est ce genre d'approche que l'on doit adopter. Nous avons eu une génération de chefs d'entreprise qui ont travaillé pour l'industrialisation du pays. Mais la production prenait en compte le nombre d'habitants de leur époque. Cette production n'a pas évolué depuis. Certaines industries n'ont pas su changer. C'est pour cela que nous avons besoin de partenaires stratégiques pour développer nos entreprises.

LORS DE L'AUDITION PUBLIQUE ORGANISÉE PAR LA FONDATION FRIEDRICH-EBERT SUR LA ZLEC, VOUS AVEZ SOULEVÉ LE FAIT QUE L'ACCORD DE PARTENARIAT ÉCONOMIQUE (APE) AVEC L'UNION EUROPÉENNE EST LOIN D'ÊTRE BÉNÉFIQUE POUR LES PAYS AFRICAINS. POUVEZ-VOUS NOUS EN DIRE PLUS ET, SELON VOUS, L'OCCIDENT SERA-T-IL INQUIET FACE AU DÉVELOPPEMENT DU PANAFRICANISME?

Le panafricanisme fait peur aux autres et l'Afrique fait objet de convoitises. Essayez d'analyser l'APE avec l'Union européenne et la ZLEC, et vous verrez que ce sont des dispositions qui ne peuvent pas coexister. Si on regarde la balance commerciale entre l'Europe et l'Afrique, elle est déficitaire en faveur de l'Union européenne. Et même avec l'aide au développement, de près de 30 milliards d'euros, le déficit n'est pas comblé. La relation avec l'Europe est totalement asymétrique. Il faut que nous mettre à l'ouvres et nous avons intérêt à nous mobiliser. Les Malgaches travaillent déjà beaucoup mais avec un rendement très faible. Aussi la question serait de trouver comment faire pour avoir plus de rendement, aussi bien pour l'individu que pour l'économie nationale.

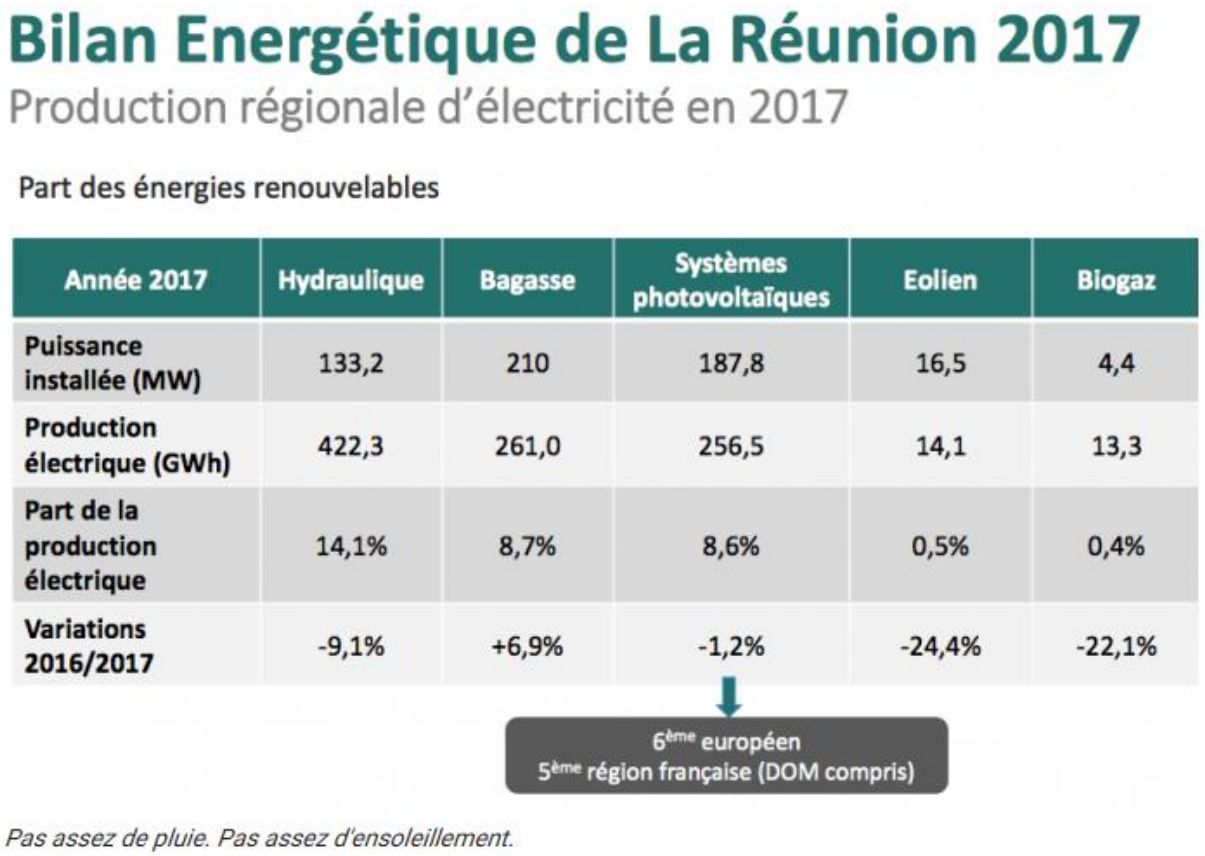
SI COMME VOUS LE DITES, LE PANAFRICANISME FAIT PEUR AUX AUTRES, POURRAIT-ON SUPPOSER QUE LES CRITIQUES RÉCEMMENT ÉMISES À L'ENCONTRE DE L'ÉCONOMIE ÉTHIOPIENNE VIENDRAIENT DES GRANDES PUISSANCES?

L'économie éthiopienne commence à souffrir. Mais il faut y mettre de l'ordre. L'Afrique commence petit à petit à s'acheminer dans sa démocratie, vu les changements de dirigeants observés ces dernières années. Des efforts sont également constatés en termes de la lutte contre la corruption. L'Ile Maurice est une référence pour ce qui est de la corrélation entre la croissance économique et la lutte contre la corruption.

QUE POURRAIT-ON DONC ESPÉRER POUR L'AVENIR?

Les jeunes, voyez l'avenir autrement ! Il ne faut pas accepter la fatalité. En termes de ressources minières, nous avons des matériaux vitaux pour les nouvelles technologies et qui ont beaucoup de valeur, comme les terres rares du côté Nord-ouest et le vanadium dans le Sud. Il nous faut une bonne vision et surtout il faut que les jeunes se mettent à collaborer. Les jeunes et les femmes sont l'avenir de l'Afrique. Actuellement une entreprise nigériane fabriquant de ciment – dirigée par un jeune – a toute l'Afrique comme marché. Alors qu'au départ, l'initiative de production locale a été menée afin de réduire les importations. Les réseaux sont indispensables pour la solidarité et le partage. De nos jours, l'accès aux informations est plus facile avec internet. Ayons du courage pour nous attaquer au grand marché du continent africain. Autrement, les opérateurs malgaches auront des difficultés avec la convention tripartite, même sans ratifier la ZLEC, car les autres opérateurs viendront prendre en main l'entrepreneuriat à Madagascar. Entant qu'île, Madagascar possède plusieurs avantages. Et il ne faut pas oublier que notre vanille, notre cacao, nos épices, nos produits cosmétiques et pharmaceutiques biologiques, sont très demandés sur le marché extérieur. Les jeunes sont donc appelés à saisir cette opportunité grandissante. P

Mauvais temps pour les énergies renouvelables



Bilan Energétique de La Réunion 2017

Production régionale d'électricité en 2017

Part des énergies renouvelables

Année 2017	Hydraulique	Bagasse	Systèmes photovoltaïques	Eolien	Biogaz
Puissance installée (MW)	133,2	210	187,8	16,5	4,4
Production électrique (GWh)	422,3	261,0	256,5	14,1	13,3
Part de la production électrique	14,1%	8,7%	8,6%	0,5%	0,4%
Variations 2016/2017	-9,1%	+6,9%	-1,2%	-24,4%	-22,1%

6ème européen
5ème région française (DOM compris)

Pas assez de pluie. Pas assez d'ensoleillement.

Pour la deuxième année consécutive la part des énergies renouvelables est en régression dans notre mix énergétique. Les conditions météorologiques ont été défavorables.

Pas assez de pluie. Pas assez d'ensoleillement. En 2017, la météo n'a pas été vraiment clémente d'un point de vue énergétique. En raison de conditions météorologiques défavorables, mais aussi suite à des travaux de maintenance sur les installations du parc éolien, la part des énergies renouvelables a régressé dans notre mix électrique de -2 %. Le taux de pénétration des EnR, en 2017, représente 32,4 % de la production électrique. Laquelle a augmenté de + 1,4 % l'an dernier. Cette consommation a donc contribué aussi à faire chuter la part des EnR dans le mix. Sans que cela prennent des proportions dramatiques, selon l'Observatoire de l'Energie régional qui souligne que la croissance de celle-ci tend à se stabiliser grâce aux actions d'efficacités énergétiques déployées

sur tout le territoire au rythme de 5000 foyers par an. Soit 15 000 bénéficiaires sen trois ans des diagnostics individualisés (dispositif Slime) ou des aides à l'achat du chauffe-eau solaire (Région ou EDF) ou des kits réduisant la consommation. Une contre-performance similaire avait déjà été enregistrée entre 2015 et 2016 (soit -4% d'EnR en cumulé). En 2017, la production électrique s'est élevée à 2 985,2 GWhs. Avec une consommation moyenne par habitant stable, de l'ordre de 1,44 MWh/hab. Les énergies fossiles se taillent toujours la part du lion dans notre mix : le charbon (1137,1 GWhs) et le fuel lourd associé au gazole (881,7 GWhs) correspondent à 68 % de notre production électrique [avec un coût d'importation élevé approchant les 700 millions d'euros, Ndlr].

Bilan carbone négatif avant l'éclaircie

Dans les 32 % d'énergies propres, l'hydraulique (422,3 GWhs, soit 14 %) et la bagasse (261 GWhs) restent les principales sources d'approvisionnement (23 % pour les deux réunies). À elles seules, elles auraient permis de fournir l'ensemble de l'électricité du territoire de la Cinor, compare l'Observatoire de l'Energie. Les autres EnR, le photovoltaïque en tête, l'éolien, le biogaz, représentent que 9 % du tout. "La stagnation de la puissance photovoltaïque depuis deux ans s'explique également par l'attente des sorties de projet ayant bénéficié de l'appel d'offre CRE* 2016", mentionne le rapport de l'Observatoire. Les appels à projets lancés en 2015 sont seulement sur le point d'aboutir. La ville du Port doit, courant septembre, mettre en service une station d'1 GW dont le dossier fut lancé trois ans plus tôt. Derrière les résultats de l'Energie, c'est le bilan carbone de La Réunion qui apparaît. Un bilan négatif : entre 2016 et 2017, les émissions directes de CO2 ont augmenté 4223 Kilotonnes, soit +2,8 %. Un Réunionnais émet en moyenne 4,96 tonnes de CO2 par an. Alin Guezello, conseiller régional et président de la SPL Energies, entouré des pontes du secteur de l'Energie aurait pu prendre ombrage de ces résultats. Mais le mauvais temps finira par se dissiper. "On est à 32,4 %. On souhaiterait que ce soit meilleur, a-t-il commenté sobrement. Je suis optimiste car le travail commence à payer et on aura les effets en 2019 et sera amélioré l'année prochaine. Il faut continuer le travail." La pluviométrie de la dernière saison humide (merci Fakir) devrait inverser la tendance. La mise en activité de ces nouveaux projets devrait et l'intégration de quelques 200 dossiers d'ouvertures de station en autoconsommation - en sus des 435 existantes - devraient peser dans la balance lors de la présentation du bilan 2018. Vincent Levy pour EDF ajoute que "la biomasse devrait réduire le taux de CO2 émis à brève échéance". La Région et EDF table sur une montée en puissance dans les années à venir qui devraient faire état d'un réel changement en 2022-2023,

avec plus de 60 % d'EnR. Bref, tout le monde laisse passer l'orage avant le retour annoncé d'une éclaircie et d'une embellie pour le secteur. Les objectifs de montée en puissance pour atteindre 100 % d'EnR en 2030 sont maintenus. Ils devraient -être réaffirmés lors de la présentation de la prochaine programmation pluriannuelle de l'Energie, en octobre, à la Pyramide inversée. Alin Guezello, déjà chahuté par l'opposition, en tant que président surrémunéré de la SPL Energie, devra à nouveau absorber la foudre politique. Et laisser passer l'orage en présentant en détail l'instauration d'un cadastre solaire.

Yoann Guilloux

*Commission de régulation de l'énergie

Projet « Rivobe Harmattan 2 » : Deux énergies renouvelables combinées à Ambohipihaonana



C'est le système hybride éolien-solaire installé dans la commune rurale d'Ambohipihaonana.

Un projet innovant intitulé « Rivobe Harmattan 2 » est lancé depuis quelques années dans la commune rurale d'Ambohipihaonana.

Il s'agit d'un projet sur les énergies renouvelables mis en œuvre dans le cadre d'une collaboration entre le Laboratoire NTBL (New Technology & Business Laboratory) travaillant avec les Hautes Etudes Chrétiennes de Management et de Mathématiques Appliquées (HECMMA) et le laboratoire Génie-Vert coopérant avec une université au Canada. « Le partenariat entre ces deux laboratoires, malgache et canadien, consiste en premier lieu à réaliser des échanges de technologie avec une mobilité entre les étudiants et les chercheurs des deux parties. Ensuite, nous avons lancé ensemble un projet d'application d'un système hybride combinant l'exploitation des énergies solaire et éolienne sur un même site à Ambohipihaonana ». L'Enseignant-Chercheur, Randriamizah Rabemananjara Roger, qui plus est le co-président de l'école d'ingénieurs HECMMA et fondateur du laboratoire NTBL, l'a expliqué hier en marge de la soutenance de mémoire de fin d'études de deux stagiaires au sein de son entité.

Assurer la continuité. Ce projet « Rivobe Harmattan 2 » est déjà opérationnel. « Cela sert d'une unité de recharge pour les trente fokontany dans la commune d'Ambohipihaonana. La population locale n'a plus ainsi besoin de se déplacer à pied ou à bicyclette jusqu'à une vingtaine de kilomètres pour recharger leurs batteries via une source d'énergie fournie par la Jirama dans les autres communes riveraines telles qu'Ambohimanga, Talata Volonondry et Imerimandroso. Ce projet hybride fournit une puissance de 300 Watts pour le solaire et 1.400 Watts pour l'éolien. Les gens peuvent y recharger directement leurs téléphones portables et ce d'une

manière portable. On peut brancher jusqu'à dix appareils téléphoniques toutes les 24 heures. En outre, quatre batteries solaires peuvent y être rechargées chaque semaine. Ces batteries solaires sont utilisées, soit pour l'éclairage dans certains foyers, soit pour alimenter les postes de téléviseurs et la radio dans d'autres foyers, ou bien les deux. Comme retombée économique positive, la population locale peut avoir accès à l'électricité tout en ayant un gain de temps », a-t-il enchaîné. Notons que la combinaison de ces deux énergies renouvelables, l'éolien et le solaire, permet d'assurer la continuité des sources d'énergies tout en facilitant leur utilisation à tout moment.

Dupliquer un modèle. Par ailleurs, les promoteurs envisagent d'étendre ce projet innovant tout en prévoyant d'installer le même prototype dans d'autres sites. Ils ont ainsi accueilli deux étudiants, en la personne de Rakotomalala Soava Tiana et de Randrianarivelo Aina Narindra, issus du Département Physique & Applications au niveau de la Faculté des Sciences à Ankatso, pour effectuer un stage au sein de leur laboratoire NTBL. C'est un stage visant à préparer leur mémoire de fin d'études en vue de l'obtention d'un diplôme de Master d'ingénierie en énergies renouvelables tout en contribuant à l'amélioration de ce système hybride éolien-solaire. Le premier stagiaire a ainsi effectué des travaux de recherche sur la conception et la réalisation des pales d'un aérogénérateur en utilisant des matériaux locaux tels que des bois protégés en fibres de verres. Celles-ci permettent de limiter la dégradation des bois face aux intempéries et aux insectes nuisibles. C'est un dispositif qui sert à dupliquer un modèle pour obtenir de l'énergie éolienne. Les avantages de cette invention sont de réduire le coût de la conception des pales et de les remplacer rapidement en cas de leur destruction. La création d'emplois via la formation de la main d'œuvre locale sur cette nouvelle technique n'est pas en reste.

Inverseur de sources. Par contre, le second stagiaire se lance dans la conception et la réalisation d'un inverseur de sources à trois entrées en vue également d'améliorer ce système hybride éolien-solaire. L'objectif consiste à assurer l'alimentation continue en électricité en utilisant deux sources d'énergie de secours. Le cas de l'énergie fournie par la Jirama combiné avec un groupe électrogène et une énergie renouvelable, a été mis en exergue. Ainsi, s'il y a un délestage, l'inverseur permet de basculer automatiquement vers la source de secours produite par le groupe électrogène. Et si le réservoir de ce groupe est à sec, on peut utiliser directement la 2^{e} source de secours qu'est le solaire, ou bien vice versa. Et le basculement vers ces sources de secours est très rapide grâce à la conception de cet inverseur à

trois entrées. L'efficacité de cette technique innovante a été démontrée au niveau d'un ménage. « On peut l'utiliser pour un usage personnel ou collectif au profit des hôtelleries, des coopératives de producteurs, des MPMI/PME, des communautés ou même des communes, voire à l'échelle industrielle », selon toujours les promoteurs. Il faut reconnaître que la demande en énergie ne cesse d'augmenter au fil des ans. Et Madagascar dispose d'une forte potentialité en énergies renouvelables qui mérite d'être exploité.

Navalona R.

Seychelles NATION

29 août 2018

http://www.nation.sc/article.html?id=260195

FAO to help small states improve their fish trade



Key representatives from the fisheries and fish trade sectors from small island developing states (Sids) of the Indian Ocean, the Atlantic, Mediterranean and South China Sea are meeting in Seychelles for a three-day information-sharing and technical discussion and working session aim at supporting them to improve their fish trade.

Entitled 'Effective fish trade and sustainable development for Sids', the working session has been organised by the Food and Agriculture Organisation (FAO) in collaboration with the Indian Ocean Rim Association (IORA) as well as the Seychelles Ministry of Fisheries and Agriculture.

The three-day discussion and working session have been developed around three main pillars with the collaboration of concerned regional agencies and tailored to the specific needs and demands of the participating countries and the concerns faced by the region.

The three pillars are: allow for more collaboration between Sids and the FAO in relation to their fisheries sector, inform Sids on the process to reach a positive outcome on fisheries subsidies through the World Trade Organisation's (WTO) forthcoming conference and address a range of trade governance and regulatory framework issues necessary for effective fish trade.



Minister Bastienne addressing delegates during the opening of the workshop

The outcome of the working session, which ends this afternoon, will be the realisation of a targeted package to support Sids wishing to upgrade aspects of their fish trade, market access and reporting arrangements. The Minister for Fisheries and Agriculture Charles Bastienne launched the working session on Monday morning at the Berjaya Beau Vallon Bay.

This was in the presence of the IORA director Dr. Gatot Hari Gunawan from Indonesia based in Mauritius and Dr Patrice Talla Takoukam, the FAO representative for Comoros, Madagascar, Mauritius and Seychelles who both addressed delegates gathered for the working session. Addressing everyone present in his opening remarks Minister Bastienne highlighted the fact that across the globe the livelihoods of some 660 to 880 million people depend on the fishing sector while some 35 to 38% of the world's fish production enters international trade channels generating a value of US $152 billion in 2017 and over 54% of this trade originates from developing countries.

He went on to note that Sids are today faced with many challenges and factors that are threatening our marine stocks and as a result the basis of the prosperity of Sids is fragile. "These challenges and factors vary from climate change, wild stock which are under increasing pressure due to overfishing, open access regime, illegal, unreported and unregulated (IUU) fishing and pollution…", Minister Bastienne pointed out, noting that Seychelles has not been spared with an EEZ of 1.4 billion square km.

He said the discussion and information sharing session has come at an opportune time for Seychelles whereby government has embarked on promoting value addition in the artisanal, semi industrial sector and bycatch coming from the industrial purse seiner fishery.



"The outcome of the discussions will surely help Seychelles and other Sids to achieve their objectives to introduce sound and responsible trade and fisheries management policies that will facilitate the transition from unsustainable to sustainable blue-based economies and reduce economic losses," Minister Bastienne remarked.

27 août 2018

https://www.lemauricien.com/article/tourisme-les-recettes-pour-2018-revues-a-la-hausse-a-rs-64-milliards/

Tourisme : les recettes pour 2018 revues à la hausse à Rs 64 milliards



Photo illustration

Les recettes touristiques pour 2018 ont été revues à la hausse par la Banque de Maurice (BoM). Elles s'élèveraient à Rs 64 milliards au lieu de Rs 62,5 milliards. C'est ce qu'annonce Statistics Mauritius dans son bilan de la performance touristique du premier semestre 2018. Statistics Mauritius a maintenu à 1 395 000 les arrivées pour cette année, soit une hausse de 4% par rapport à 2017.

Selon le rapport de Statistics Mauritius rendu public hier, les recettes touristiques pour le premier semestre 2018 ont atteint Rs 33,5 milliards pour 646 865 visiteurs. Pour la même période de l'année dernière, les recettes ont été de l'ordre de Rs 29,3 milliards alors que le pays avait accueilli 659 243 touristes. Les recettes moyennes par touriste ont ainsi augmenté de 10,4%, passant de Rs 46 846 à Rs 51 727. Le nombre de visiteurs s'est accru de 3,4% sur la période janvier-juin 2018 comparativement à celui de la période correspondante de 2017.

Les cinq premiers marchés ont été, dans l'ordre : la France –138 456 (+6,8%), la Réunion – 66 339 (- 9,1%), le Royaume Uni – 62 962 (+2,9%), l'Allemagne – 59 535 (+11,9%). L'Afrique du Sud (54 188), l'Inde (48 898) et la Chine (33 823) sont aussi des marchés non négligeables. Selon Statistics Mauritius, sur les 646 865 visiteurs accueillis au premier semestre 2018, 603 153 étaient venus en vacances, 24 861 pour affaires et 14 130 en transit. La répartition des arrivées par groupe d'âge indique que 97 184 touristes étaient âgés de moins de 20 ans, 228 329 entre 20 et 39 ans, 221

597 entre 40 et 59 ans alors que ceux ayant 60 ans ou plus étaient au nombre de 99 755.

Les chiffres offi ciels montrent également que sur les 115 hôtels enregistrés, 107 étaient en opération à fin juin 2018, les huit autres ayant été fermés pour des travaux de rénovation. Les 107 établissements hôteliers disposaient d'un total de 12 850 chambres et de 28 414 lits. Le taux d'occupation des chambres dans l'ensemble des hôtels s'est élevé à 73% pour le premier semestre 2018 contre 74% pour la même période de l'année dernière. Le taux d'occupation des lits est resté inchangé à 66%. Dans les grands établissements hôteliers (ceux comptant plus de 80 chambres), les taux d'occupation des chambres et des lits ont été de 74% et 68% respectivement.

Le séjour moyen des touristes n'a pas évolué, se situant à 10,4 jours. Par ailleurs, le total de passagers arrivant à Maurice au cours du premier semestre de cette année s'est élevé à 865 516 (+3,9%) dont 29 208 effectuant des croisières. Statistics Mauritius fait aussi état de 906 272 départs de Maurice. Les Mauriciens ont été plus nombreux à voyager pendant la même période : 133 665 contre 128 910 pour le semestre correspondant de 2017. La classifi cation par pays de « disembarkation » (destination fi nale ou pays de transit) montre les Emirats Arabes Unis à la première place (31 903) devant la Réunion (18 667), l'Afrique du Sud (13 593), l'Inde (13 178) et la France (12 265).